

Je suis né d'un don de sperme



Arthur, 28 ans, a été conçu grâce à un don de sperme anonyme. Depuis qu'on lui a refusé l'accès aux informations concernant ses origines génétiques, il ne décolère pas. Il se bat avec rage pour que la loi et les médecins ne l'empêchent plus de retrouver le donneur.

© Jupiter

« Le jour de mes 18 ans, j'ai dit à mes parents : "Donnez-moi le dossier." Ils m'ont regardé sans comprendre de quoi je parlais. **Ils ne m'avaient jamais caché que mes sœurs et moi avions été conçus "différemment"**, mais, depuis des années, j'attendais qu'ils me trouvent assez mûr pour me donner accès au nom de mon donneur. Plus le temps passait et plus j'étais en colère : ils détenaient une information capitale pour moi, mais ne **daignaient pas m'en faire part**. Je n'osais pas leur en parler, mais je ne comprenais pas comment ils pouvaient vivre la situation avec autant de désinvolture alors qu'elle blessait si profondément mon intimité. J'avais décidé que, une fois majeur, ils devraient me donner ce dossier, de gré ou de force. Ils sont tombés des nues. **Ils n'avaient pas compris que ça me faisait souffrir autant et, surtout, j'ai découvert qu'ils n'avaient pas le dossier : ils étaient incapables de me dire qui avait donné le sperme avec lequel ils m'avaient conçu...**

Cette période a été houleuse pour la famille. J'ai des parents formidables, et mon père est l'homme à qui je souhaite le plus ressembler au monde. Mais **je trouve totalement irresponsable qu'ils aient conçu leurs enfants sans prendre la peine de savoir qui étaient les donneurs, et comment on pouvait les retrouver**. Nous nous sommes beaucoup disputés à ce sujet. Mes sœurs étaient plutôt d'accord avec moi, sans comprendre pour-quoi ça me mettait dans un tel état. Peu à peu, ma colère s'est déplacée. J'ai fini par admettre que le problème ne venait pas d'un manque de confiance entre mes parents et moi, et que ça allait être plus compliqué que je ne l'imaginais. J'ai décidé de commencer une psychanalyse. Un jour, ma psy m'a dit : "Cette question du donneur n'est pas 'votre' problème, c'est un problème de la société." **J'ai pu commencer à faire le tri entre ce qui me regarde moi – qui je suis, mes relations avec mes parents, mes sœurs – et ce qui regarde la loi.**

Les enfants, oubliés du système de don

Quand je me suis senti prêt, j'ai pris rendez-vous au Cecos* et j'ai rencontré le grand professeur responsable. Je lui ai demandé mon dossier ; il s'est inquiété de la nature de mes relations avec mes parents. J'ai expliqué que ça ne le regardait pas, et que je voulais seulement connaître l'identité de mon donneur et comprendre ses motivations ; il m'a répondu que sa responsabilité était de **protéger l'anonymat de ces hommes formidables et généreux**. Il avait les yeux bleus, les miens sont noirs. Je me suis dit que l'incompatibilité de couleur de nos yeux était le seul moyen tangible de savoir que ça n'était pas lui mon père génétique. En sortant, j'ai retrouvé avec acuité ce **sentiment d'être différent et seul au monde** qui a rempli mon enfance. Et cette impression que personne ne peut ni ne veut entendre ma colère : de quoi puis-je me plaindre puisque j'ai été tellement désiré ? Quand j'ai demandé ce qui se passerait si j'avais besoin de connaître mes origines génétiques pour des raisons médicales, ou si je voulais être sûr que la femme dont je tomberais amoureux ne soit pas ma demi-sœur, il a répondu : "Venez nous voir, nous vérifierons." **Peu à peu, j'ai découvert que tout le système de procréation assistée est organisé autour des médecins, des parents et des donneurs. À aucun moment il n'est question des "enfants".**

*Les Centres d'étude et de conservation des œufs et du sperme humains (Cecos), créés en France en 1973, régissent les dons d'ovocytes et de sperme.

Moi, je suis le produit de ce système, mais je ne suis plus un enfant. Je suis le premier concerné, dans ma chair, mais le seul dont on ne considère pas les droits... Ma colère a décuplé. Il est insupportable, pour moi, que la loi protège la toute-puissance des médecins, et nous cantonne, parents et enfants, dans une position infantile de dépendance absolue à leur bon vouloir.

Quelque part au Cecos, il y a un dossier qui contient des informations capitales sur qui je suis, mais je ne peux y avoir accès que si un médecin décide à ma place que c'est nécessaire.

L'enfer de ne pas savoir

J'avais absolument besoin de hurler ma rage et de trouver un moyen de faire changer les choses. J'ai commencé à écrire un scénario, en même temps que je poursuivais des études de psycho, pour comprendre, expliquer, mobiliser... J'ai lu tout ce qui a été écrit sur la question des procréations anonymes. Rencontré une association, PMA, dont je suis devenu porte-parole, qui regroupe des parents, dont les miens, des "enfants" et des donneurs militant pour la levée de l'anonymat. Et j'ai même fini par écrire un livre (*Né de spermatozoïde inconnu...* d'Arthur Kermalvezen, avec Blandine de Dinechin (J'ai lu, 2010)).

J'ai reçu beaucoup de courriers : plusieurs lettres de donneurs pensant pouvoir être le mien. J'ai même fait un test ADN, une fois, avec l'un d'entre eux. Négatif. Et très douloureux. **J'ai appris à parler sans m'emporter. À répondre aux journalistes. À tenir tête aux pontes de la médecine qui m'expliquent avec condescendance que je n'ai rien compris aux tenants et aux aboutissants de la question, et qu'ils savent mieux que moi ce qui est bon pour moi.** Mais je ne peux toujours pas m'empêcher, à chaque fois que je croise un homme aux yeux noirs, de me demander si c'est lui mon donneur, ou de craindre que les filles qui me plaisent soient mes demi-sœurs...

Je trouve qu'un des professeurs avec qui je croise régulièrement le fer me ressemble beaucoup, et ça me trouble. Je pense que tous ces médecins ont forcément été, eux aussi, des "hommes formidables et généreux" qui n'ont pas hésité à donner leur sperme au Cecos. C'est un fantasme, sans doute. Mais un fantasme qu'ils ont créé et qu'ils alimentent en campant sur leurs positions. Un jour, lors d'un débat télévisé, l'un d'entre eux m'a regardé droit dans les yeux et m'a demandé : "Si je vous dis que je suis votre donneur, qu'est-ce que ça change à votre vie ?" Comment osent-ils ? Pour qui se prennent-ils ?

Se battre pour que les choses changent

Mon combat a fait de moi un homme. Je me suis construit, j'ai appris, j'ai mûri. Je me suis calmé, mais, au fond de moi, la colère ne se calme pas. Comment puis-je envisager d'avoir des enfants tant que je ne sais pas d'où viennent les gènes que je leur transmettrai ? Les choses commencent à bouger : ces derniers temps, les professeurs Nisand, Frydman et Kahn ont pris position publiquement pour qu'elles changent. Je veux défaire cette loi d'anonymat. C'est pour ça que j'ai choisi, finalement, d'être responsable jusqu'au bout et d'entrer en politique : c'est à l'Assemblée que s'est décidée l'origine de mon histoire, c'est à l'Assemblée de décider que les choses doivent changer. Et de faire en sorte que moi, et tous ceux qui le souhaitent, nous puissions retrouver cette pièce capitale qui manque à notre intimité. »

Don de sperme : pourquoi est-ce si difficile ?

En France, plus de cinquante mille personnes sont nées grâce à un don anonyme de gamètes ou d'embryon. La loi de 1994 dite de bioéthique, révisée en août 2004, puis en avril 2011, impose l'anonymat des donneurs. La divulgation d'informations brisant l'anonymat est passible de trente mille euros d'amende et de deux ans d'emprisonnement. En Suisse, l'anonymat est interdit depuis toujours, au nom du droit fondamental de chacun à connaître ses origines. En 1984, la Suède lève l'anonymat, suivie par la Norvège, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne, la Finlande, l'Allemagne, l'Autriche. En Belgique et en Islande, la loi permet au donneur et aux parents de choisir ou non l'anonymat.